



Un soir sur France 2, un jour chez Bolloré

Jeudi 30 juillet, un soir ordinaire sur le service public de la télévision ; un soir ordinaire sur un service public qui informe de moins en moins les citoyens, mais qui se transforme de plus en plus en service de communication.

Le journal de 20h de France 2 se termine par une carte postale expédiée d'Istanbul. On aurait pu attendre un mot pour évoquer les terribles dérives du pouvoir d'Erdogan, à la tête d'un pays qui emprisonne les journalistes et les opposants et qui, depuis quelques jours, bombarde les Kurdes. Ceux-ci n'ont qu'un défaut, ils parlent de démocratie et ils combattent les islamistes.

La carte postale ne soufflera mot de la situation turque telle que la subit la population, mais elle vantera au contraire la cohabitation des religions. Un pays idyllique en quelque sorte. Le sujet aurait pu être sponsorisé par l'office du tourisme d'Istanbul ou par Erdogan lui-même.

Quelques minutes plus tard, les présentatrices *d'Envoyé spécial* annoncent un sujet sulfureux : «*Vacances en autocar : une affaire qui roule !*» On aurait pu attendre un mot sur l'ineptie écologique (mais pas seulement) qui découle du contenu de la loi Macron. Au lieu de cela, on a eu droit à un service après-vente d'un texte dicté à l'énarque-banquier-ministre de l'économie par le MEDEF.

Bref, sur le service public, c'était un soir ordinaire. Habituel. Le gouvernement Valls est rassuré, il n'a même pas besoin d'imiter Vincent Bolloré pour exercer sa censure.

Le milliardaire breton, nouveau patron de Canal+, se comporte, lui, comme un monarque absolu, il s'en prend aux *Guignols de l'info* et même à un reportage sur les méfaits de son banquier, le Crédit Mutuel.

Son ami Michel Lucas, tout aussi méprisant pour l'information et les journalistes du premier groupe de presse quotidienne régionale (de Strasbourg à Valence en passant par Metz, Nancy, Besançon, Dijon, Lyon et Grenoble), lui aurait passé un simple coup de fil pour obtenir la censure d'un reportage dans lequel il est démontré qu'une de ses filiales a favorisé l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux.

Décidément, il y a quelque chose de pourri dans l'information délivrée chaque jour à des citoyens qui n'ont plus le droit à une information complète et vérifiée, mais à une information dictée par les milliardaires et les détenteurs de la pensée unique pour mieux annihiler toute velléité de révolte.

Pour le SNJ-CGT, si l'heure est aux vacances réparatrices, la situation impose de s'indigner de telles pratiques ordinaires et de réfléchir aux modalités d'action pour remettre en cause le pouvoir absolu que se sont arrogés les prédateurs de l'information, milliardaires et politiciens libéraux pour imposer leur vision du monde. Capitaliste, bien sûr.

Montreuil, le 31/07/2015